

## PRISE DE PAROLE CGT 12 DECEMBRE 2020 – RASSEMBLEMENT POUR EXIGER LE RETRAIT DE LA PROPOSITION DE LOI SECURITE GLOBALE

La CGT condamne la stratégie délibérée mise en place par la Préfecture de Paris qui a abouti à des violences commises à l'encontre des manifestant.es le 5 décembre à Paris. Nous ne doutons pas un instant qu'il s'agit d'une stratégie de la part du pouvoir politique qui a donné ordre au préfet de police de Paris d'empêcher la manifestation de se tenir pacifiquement, après avoir essayé de l'interdire par arrêté, arrêté cassé par une décision de justice.

Le gouvernement porte l'entière responsabilité de cette stratégie délibérée qui empêche de fait de manifester et d'exercer notre droit à contester une politique.

Malgré les manœuvres du gouvernement qui tente de désamorcer la fronde en annonçant vouloir réécrire l'article 24 du projet de loi, des dizaines de milliers de manifestants se mobilisent depuis des semaines pour exiger le retrait total du projet de loi.

Alors que le projet de loi « sécurité globale » fait l'objet d'un rejet massif dans toute la société, le gouvernement décide de publier dans la plus grande discrétion vendredi dernier trois décrets qui élargissent les possibilités de fichage de la police, notamment en recueillant les données relatives aux opinions politiques, les orientations sexuelles, les activités sur les réseaux sociaux de toutes personnes « *susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, à l'intégrité du territoire, ou des institutions de la République* ».

Ces décrets sont inacceptables et constituent une nouvelle atteinte grave à nos libertés individuelles et collectives.

Nous dénonçons et combattons depuis plusieurs mois les nombreuses atteintes à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, à la liberté d'expression, et l'instauration d'une surveillance de masse. Nous nous opposons à une dérive autoritaire de l'État qui s'accélère, avec des décrets liberticides décidés à la hâte. La population doit réagir pour que l'État de droit et la démocratie soient préservés.

Nous appelons à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait de cette proposition de loi liberticide.